

Plus de la moitié des conférenciers invités se retirent d'un colloque scientifique dans une université israélienne des colonies

20 août 2018 / Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)

Six des onze conférenciers invités ont confirmé l'annulation de leur participation à un colloque de physique à l'université Ariel, construite en territoire palestinien occupé dans une colonie israélienne illégale. Les universitaires palestiniens demandent aux conférenciers restants de se retirer de la conférence.

La lettre suivante a été envoyée le 2 août 2018 aux conférenciers invités du colloque « Inflation, alternatives et ondes gravitationnelles » qui doit se tenir du 3 au 6 septembre à l'université Ariel. Cette université est construite en terre palestinienne occupée, dans la colonie israélienne illégale d'Ariel. Plus de la moitié de ceux invités à parler ont confirmé qu'ils n'y assisteraient pas. Bien que certains se soient retirés depuis plusieurs semaines, le site web du colloque continue, de manière trompeuse, à afficher leurs noms. Nous demandons aux conférenciers restants de soutenir leurs collègues palestiniens et de se retirer du colloque.

Nous vous écrivons en tant que conférencier invité au [colloque](#) intitulé « Inflation, alternatives et ondes gravitationnelles » à l'université Ariel, 3-6 septembre 2018. Nous, Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUUPE) et Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), nous vous demandons d'annuler votre participation à cette université, qui est construite en terre palestinienne occupée en violation du droit international.

L'université Ariel est construite dans la colonie israélienne illégale du même nom en Cisjordanie palestinienne occupée. Le consensus international est que les colonies israéliennes sont illégales. La résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations Unies a récemment [reconfirmé](#) cette position, maintenant que l'activité de colonisation d'Israël « n'a aucune validité juridique et constitue une violation flagrante selon le droit international ». Selon la 4ème Convention de Genève, les colonies israéliennes constituent un crime de guerre.

La colonie d'Ariel [a été construite sur des terrains volés](#) aux villages palestiniens alentour et sur des terres que des familles palestiniennes ont cultivées pendant des générations. Le mur d'apartheid construit pour annexer Ariel à Israël, et déclaré illégal en 2004 par la Cour pénale internationale (ICJ), [sépare des villages palestiniens](#) les uns des autres et restreint leur liberté de mouvement et leur développement. Les Palestiniens doivent vivre avec [la puanteur des eaux usées](#) d'Ariel, ce qui affecte leur santé, détruit leurs récoltes et pollue leurs sources d'eau.

Les colonies, qui privent les Palestiniens de terres et de ressources, font partie du système israélien d'oppression qui domine tous les aspects de la vie palestinienne, en particulier l'éducation.

Les checkpoints militaires israéliens restreignent les

déplacements vers, et depuis, les universités des étudiants, chercheurs et professeurs palestiniens. Israël empêche les étudiants palestiniens dans Gaza assiégée, où près de deux millions de personnes vivent avec [quatre heures d'électricité](#) par jour, d'étudier dans les universités palestiniennes de Cisjordanie ou de quitter Gaza pour des universités à l'étranger.

Israël refuse des permis de voyage aux universitaires palestiniens, limitant sévèrement leur accès à des conférences internationales.

Depuis le début de l'année universitaire, Israël a [refusé l'entrée ou refusé de renouveler des visas](#) d'un grand nombre d'universitaires des universités palestiniennes détenant des passeports étrangers.

Israël dénie aux Palestiniens le droit fondamental à la liberté académique et l'université Ariel joue un rôle actif [en cela].

L'[Union européenne](#) et la [Fondation binationale pour la science US-Israël](#) excluent les institutions universitaires israéliennes dans les territoires occupés, comme l'université Ariel, de leurs subventions et de leurs programmes de recherche.

Des associations universitaires israéliennes, dont l'[Association israélienne d'anthropologie](#) et [la Société israélienne de sociologie](#), ainsi que [1200 universitaires israéliens](#), ont banni l'université Ariel et refusent de collaborer avec elle.

Plus tôt dans l'année, l'université Kasetsart de Bangkok [a mis fin](#) à son partenariat avec l'université Ariel pour une conférence d'études sur les femmes.

Ces mesures prennent acte du fait que collaborer avec l'université Ariel signifie nécessairement normaliser les

politiques illégales d'Israël qui dénie les droits palestiniens et étouffe l'enseignement supérieur palestinien.

En participant à un colloque à l'université Ariel, vous prêterez votre nom et votre savoir à cet objectif, ce que, nous en sommes sûrs, vous ne voulez pas faire.

Nous, universitaires palestiniens et défenseurs des droits humains, vous demandons de faire ce qui est juste et d'annuler votre participation à cette conférence dans la colonie illégale d'Ariel.

Dans l'attente de votre réponse et du plaisir de discuter plus longuement avec vous,

Cordialement,

La Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUUPE)

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

La Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUUPE) représente plus de 6 000 membres du personnel universitaire palestinien dans 13 institutions d'enseignement supérieur en territoire palestinien occupé.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 afin de contribuer au combat pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. PACBI défend le boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes, étant donné leur profonde et persistante complicité dans le déni par Israël des droits palestiniens tels qu'ils sont stipulés dans le droit international.

Source: [PACBI](#)

Traduction: C.G pour BDS France